

90

2-

Pourtant, le schisme de ces milieux de transition les inscrit comme des leviers prioritaires dans la lutte contre les changements climatiques et l'adaptation au réchauffement, et en conséquence dans les nouvelles modalités, mais aussi à inventer, d'aménagement des territoires fondées sur les solutions par la nature. Ces milieux sont au cœur de nos défis pour être assurés à nos concitoyens une meilleure santé, une meilleure qualité de vie, un meilleur accès à l'eau, et peuvent participer de façon tout à fait positive à la réduction de l'empreinte carbone et de la consommation d'énergie tout en créant de nouveaux emplois et de nouvelles activités.

Dans le cadre de la plus immédiate priorité pour la biodiversité, le Gouvernement entend mener une action forte en faveur des zones humides. Il s'agit de faire en fait des lieux de la solution et d'apporter un soutien financier et technique aux acteurs locaux pour la reconquête de ces milieux avec un premier objectif d'arrêt de perte nette.

Il convient notamment d'identifier les points de blocage au niveau des législations et réglementations existantes, les mobilisant entre les différentes politiques nationales, mais aussi territoriales, et de proposer les modalités d'une meilleure articulation entre les différents acteurs, et d'inventer, le cas échéant, de nouveaux leviers législatifs, réglementaires ou financiers à mettre en œuvre afin d'amener une levée des sandons existantes.

Il sera également nécessaire d'identifier des opportunités récurrentes d'intégration des services écosystémiques dans les milieux humides dans des politiques d'aménagement, afin de proposer aux acteurs un panel d'outils et de solutions déjà éprouvés qui garantissent des déploiements.

Par conséquent, je vous confie cette mission de diagnostic, de consultation des acteurs et de propositions sur la préservation des zones humides. A l'issue de celle-ci, je vous rendrai un rapport dans lequel vous ne ferez que proposer des orientations et opportunités pour une politique de restauration et de valorisation ambitieuse et globale en faveur de nos milieux et de leurs territoires.

Un effort est nécessaire, en application de l'article L.0. 144 du code électoral, particulièrement en matière agricole. L'Assemblée Nationale, le Sénat, l'Etat, ministères de la transition écologique et solidaire. Vous réalisez cette mission conjointement avec Monsieur Jérôme BACONN, sénateur.

Tout aussi à bon vous travaillez, vous vous appuiez particulièrement, au sein du ministère de la transition écologique et solidaire, sur le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature, la direction générale de la prévention des risques, le commandant général du développement durable, ainsi que le conseil général de l'environnement et de l'équipement durable ainsi que l'Agence nationale pour la maîtrise de l'eau, notamment l'Agence française pour la biodiversité et les agences de l'eau.

Pour mener à bien vos travaux, vous vous appuyerez particulièrement, au sein du ministère de la transition écologique et solidaire, sur la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature, la direction générale de la prévention des risques, le commissariat général au développement durable, ainsi que le conseil général de l'environnement et du développement durable et les établissements publics existant sur ces sujets, notamment l'Agence française pour la biodiversité et les agences de l'eau.